

Communiqué

Conflit des travailleurs sans-papiers de Chronopost Alfortville



06 29 82 52 96



01 44 62 12 00



01 43 77 06 42



09 87 53 87 56

Soutenues par :



Castaner, ministre de l'intérieur, devient-il ministre du travail ?

Philippe Wahl (PDG de La Poste) entre-il à son cabinet ?

C'est en tout cas la question que nous pouvons légitimement nous poser, après la séance de grand guignol que nous a servi jeudi 18 juillet au matin la Direction de la DIRECCTE 94.

Qu'on en juge ! Hier matin, 150 travailleurs sans papiers et leurs soutiens (CTSPV, SUD PTT, Solidaires 94, UL CGT Alfortville...) se sont rassemblés devant l'antenne départementale du ministère du travail (DIRECCTE) à Créteil.

L'objectif était de rappeler la DIRECCTE à ses responsabilités dans ses missions de contrôle des entreprises, comme Chronopost, qui bafouent allègrement le droit du travail en matière de sous-traitance et de marchandage de main d'œuvre.

Nous souhaitons aussi, à travers la DIRECCTE, interpeller directement le ministre du travail, Muriel Pénicaud, qui n'a toujours pas répondu aux questions du député Luc Carvounas sur la situation des travailleurs sans papiers de Chronopost. Une audience avec le Directeur de l'antenne Val de Marne avait été demandée et accordée, entre autres par l'intermédiaire de Mme la sénatrice Sophie Taillé-Polian, qui devait y participer.

La DIRECCTE avait au passage mis son veto à toute participation à l'entrevue de la section CGT locale du ministère du travail, syndicat qui a toujours exprimé son soutien aux luttes des travailleurs sans papiers. L'ensemble des soutiens et des travailleurs présents ont chaleureusement salué l'engagement des camarades de la CGT Ministère du travail.

Alors que la délégation était constituée (sans présence de la section CGT donc) et s'apprêtait à accompagner madame la sénatrice à l'entrevue, à travers une haie de policiers barrant l'entrée, une représentante des forces de l'ordre indiquait que l'audience était ...annulée !!!!

Cet incroyable revirement du ministère du travail semble dû à un oukase de la Préfecture du Val de Marne, qui aurait exercé des pressions assez fortes pour que la DIRECCTE se couche et annule l'entrevue !

En outre, les agents de l'inspection du travail qui prenaient leur pause se sont retrouvés enfermés dehors, ne pouvant plus retourner travailler. Les usagers qui avaient rendez-vous se sont fait renvoyer chez eux, le tout sur décision de la Préfecture. Nous dénonçons cette rupture de la continuité du service public, et une influence extérieur indue de la préfecture au sens des Conventions Internationales n°81 et 129 de L'OIT qui garantissent l'indépendance de l'inspection du travail. La foire aux abus de droit est ouverte !

Cette attitude signifie-t-elle un durcissement très net de l'Etat à l'encontre des travailleurs en lutte à Alfortville ?

Alors que des démarches en direction de la Préfecture, entreprises en particulier par de nombreux élus du département (députés, sénateurs, conseillers départementaux, maires...) sont engagées, la séance de ce jour le laisse fortement penser !

Nous dénonçons avec force l'aplatissement des représentants du ministère du travail devant ceux du ministère de l'intérieur ! Nous condamnons avec autant de force les complicités de caste et de classe entre les dirigeants de ces ministères et la Direction de La Poste !

Les organisations engagées dans ce conflit, les travailleurs concernés et leurs soutiens n'entendent pas baisser les bras, et continuent d'exiger avec force et détermination la régularisation des travailleurs en lutte. Le combat contre « l'esclavagisme moderne » à la Poste est toujours plus d'actualité.

Dans les prochains jours, les prochaines semaines, ce combat se poursuivra avec toutes les initiatives et mobilisations nécessaires.

Alfortville, le 19 juillet 19



